

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 novembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre et le quatorze novembre à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, DURIEU Joël, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SAUGET Elisabeth, SOUBEYRAND Jacky, LEYNAUD Michel, BOYER Alain, TEYSSIER Nicolas, ROGIER Monique, JOLY Delphine, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE André, GUIBERT Alexandra

Excusés : ESSAYAR Khalid (pouvoir à Max Bouschon), TASTEVIN Marie-Françoise (pouvoir à Cécile FAURE), VERNEDE Corinne (pouvoir à Alain Boyer), MARRON Corentin (pouvoir à Stéphane CIVIER), ARMAND Michel (pouvoir à Jacques Daumas)

Absente : AMRANI Hasiba

Secrétaire de séance : Max BOUSCHON

Date de la convocation :

Délibération n°42

7 novembre 2024

OBJET : Motion « Soutien à l'Association des Maires de France concernant le projet de loi des finances 2025 »

Transmis au représentant
de l'Etat le : 19 NOV. 2024
Affiché le :
Notifié le : 19 NOV. 2024

MOTION

Soutien à l'Association des Maires de France concernant le projet de loi des finances 2025

« L'Association des maires de France (AMF) a livré une analyse détaillée du Projet de loi des finances 2025 et de ses principales mesures impactant les collectivités locales. Face au déficit du budget de l'état, le gouvernement Barnier a proposé un ensemble de restrictions budgétaires et de prélèvements à hauteur de 8,75 M d'euros, affectant directement les finances locales, que l'AMF juge excessive et déstabilisantes pour les communes et les intercommunalités.

Parmi les dispositions controversées, on retrouve un prélèvement de 3 milliards d'euros pour un fond de réserve, des gels de dotation (donc une baisse au vu de l'inflation) et de fractions de TVA, ainsi qu'une baisse du taux de compensation de TVA (FCTVA). Autant de mesures qui, selon l'AMF, menacent la capacité des collectivités à financer leurs services publics et leurs projets d'investissement.

L'AMF critique le désengagement de l'Etat, en particulier au moment où les collectivités doivent répondre à des enjeux écologiques, sociaux, et de cohésion territoriale. Elle appelle ainsi le gouvernement à revoir ces mesures, à restaurer une compensation intégrale des pertes de recettes, et à garantir une réelle autonomie financière pour les communes, cruciales pour maintenir les services publics de proximité et favoriser le développement local. »

Le Conseil municipal d'Aubenas, réuni le 14 Novembre 2024, partage les craintes émises par l'association des maires de France sur le projet de loi de finances 2025. Ce n'est pas aux communes de payer les dettes de l'Etat.

Contrairement à l'Etat, elles doivent équilibrer leurs budgets. Leur endettement permet les services et équipements utiles à la population.

Le Conseil Municipal d'Aubenas demande au gouvernement d'annuler ces mesures qui portent atteinte à l'autonomie financière des communes et à leurs capacités à répondre aux besoins de leurs habitants.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la motion présentée.

Extrait certifié conforme,

Le Maire

Jean-Yves MEYER



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)